



Les inégalités face à la méritocratie

Quentin Guatieri

M'intéressant particulièrement aux mouvements prônant des schémas de vie alternatifs (je poursuis des recherches sur le revenu de base), j'estime qu'il est nécessaire avant tout d'apporter un éclairage sur les dysfonctionnements de notre système actuel afin d'impulser une prise de conscience collective qui permettra le (vrai) changement.

Pour introduire notre série sur la déconstruction des discours justifiant les inégalités, nous commençons par un concept très prégnant dans nos sociétés contemporaines : La méritocratie. Cet article a pour objectif de revenir sur quelques idées établies et dangereusement diffusées dans l'espace public sans dimension explicative. Persuadé que l'inégalité est un choix, il me semblait important de commencer par dresser un panorama analytique de la représentation sociale française, en analysant les inégalités produites au prisme d'une déconstruction des discours tentant de les légitimer.

Si les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur et au monde professionnel en général ont été abondamment traitées dans la littérature académique ou dans l'espace public, la situation reste quasi-figée en France : sept enfants d'ouvriers sur dix exercent un emploi d'exécution, tandis que sept enfants de cadre sur dix occupent un poste d'encadrement (Peugny, 2013). Ainsi malgré les nombreux travaux ayant montré les mécanismes de reproduction et d'homogénéité sociale à la fois dans la sphère de éducative et professionnelle, l'origine sociale continue d'avoir une influence prépondérante sur la place occupée dans la société.

Aux critiques adressées au système éducatif et social dans son ensemble, il est souvent mobilisé l'argument de la méritocratie pour justifier ces inégalités. La méritocratie s'est petit à petit imposée comme un fondement des sociétés démocratiques modernes, en particulier en France qui en a fait un emblème de sa République.

Dans son idéal, la méritocratie permet de distribuer les places aux individus au sein de la société en fonction de leurs qualités personnelles (Dubet, 2010). Si historiquement la notion de mérite se rattache à la vertu (agir pour le bien), elle est maintenant appréhendée au prisme de la performance, à travers un lexique tournant autour de la réussite, du succès (et l'injonction de « réussir sa vie »). Ce principe de rétribution fonctionne dans les deux

sens : Une action donnée entraînera soit une récompense, soit une sanction. On retrouve donc dans la méritocratie une influence théologique. En effet, les actes entraînent une récompense ou un châtiment par un principe de *proportionnalité mécanique* : une action considérée comme mauvaise impliquera un blâme, une bonne action sera récompensée sous une forme ou une autre (Michaud, 2015).

Faisant fi des structures sociales et de l'influence de l'origine sociale, la méritocratie envisage l'individu au prisme de la responsabilité individuelle, présentant un parcours de vie particulier comme un choix et non pas comme quelque chose de subi ou contraint.

La justification d'inégalités par la rhétorique de la méritocratie prend deux dimensions. Il peut être sous-entendu (ou revendiqué), qu'il existerait une forme de sélection naturelle, avec des individus ayant acquis ou hérités de prédispositions supérieures à d'autres.

Dans une autre perspective, plus moderne, la méritocratie s'envisage dans la capacité des individus à s'employer pour faire des efforts, notamment lorsque celui-ci évolue dans un environnement sous contraintes, cherchant à dépasser un cadre déterministe.

Ainsi, les défenseurs de la méritocratie aiment mettre en avant un cas particulier dans lequel une personne ne partant de rien arrive à «réussir» sa vie (la définition de ce qu'est réussir sa vie est à votre interprétation) pour en faire une généralité (« *si cette personne a réussi, expliquez moi pourquoi les autres non ?* »). Ou comment argumenter sur une exception.

Analyser de plus près l'idée de méritocratie permet de déconstruire certains discours ou idées reçues sur les représentations sociales actuelles qui tentent de justifier diverses inégalités.

Cet article se concentre surtout sur l'étude de la méritocratie au prisme du système éducatif et de son impact sur l'insertion des individus dans la société, et ce dans un contexte français, même si les grands principes se retrouvent dans les autres pays.

Démocratisation et méritocratie

À la fin de la seconde guerre mondiale, il a été nécessaire pour les sociétés d'élever au fur et à mesure le niveau d'instruction général afin de s'adapter à l'essor des connaissances et des nouvelles technologies. Cette tâche est revenue à l'école, « *qui s'est vu allouer la responsabilité de détecter, de cultiver et de sanctionner ce mérite par des diplômes* » (Duru-Bellat, 2006).

La démocratisation de l'enseignement, puis de l'université, ne trouvent donc pas uniquement son origine dans des considérations de justice sociale comme on aime le mettre en avant, mais également pour des raisons bien plus utilitaristes.

Dans sa version pure, cette démocratisation était censée garantir non pas l'égalité des conditions, mais une égalité des chances d'accéder à des positions sociales élevées, ou tout du moins à un niveau de vie confortable. En finir avec les positions sociales héritées en somme, avec le mérite comme catalyseur.

Cependant cette démocratisation a eu l'effet escompté seulement du point de vue quantitatif. Certes, l'ouverture de l'université à toute personne disposant d'un baccalauréat a permis de multiplier le nombre d'étudiants par 7 entre 1960 et 2010 (Peugny, 2013). Cet élargissement masque cependant de profonds dysfonctionnements du point de vue qualitatif.

Le développement de la scolarité : Vers plus de mobilité sociale ?

La hausse du niveau d'instruction général et l'accès à l'université par des groupes sociaux autrefois exclus ne se sont en fait pas traduits par une réduction des inégalités.

Au contraire, l'allongement de la durée de la scolarisation a permis aux classes aisées de renforcer leur avance : 72% des enfants de cadres sont diplômés de l'enseignement supérieur alors qu'ils sont 6% à quitter le système scolaire sans diplôme ou avec le brevet (Peugny, 2013). Le développement de la scolarité n'a donc pas réussi à contrer les phénomènes de reproduction et d'homogénéité sociale en vigueur. Comment expliquer cette situation ?

Comme dans le cadre d'une concurrence monopolistique, les classes aisées ont tout simplement les moyens de mettre en place des stratégies alternatives : ainsi, si les diplômes sont plus aisément accessibles pour les classes populaires, les enfants de parents aisés vont profiter d'un autre canal particulièrement efficace et discriminant pour conserver leur avantage : le réseau.

Cette fuite en avant a un fort impact sur les classes populaires : les enfants d'ouvriers n'ont ainsi pas la garantie d'accéder à des positions sociales supérieures à leur parents malgré un diplôme plus élevé. L'inflation des diplômes, pour reprendre une formule monétariste, implique une situation où ce sont les individus les mieux dotés dans les ressources « hors diplômes » (un plus grand réseau, de meilleures informations...) qui vont être avantagés.

Les inégalités, plutôt que de s'effacer, se sont donc déplacées. De plus, comme le fait remarquer Marie Duru-Bellat, « *plus d'études pour tous ne veut pas dire même études pour tous* ». L'important n'est plus l'obtention ou non du baccalauréat, mais plutôt quel type de baccalauréat.

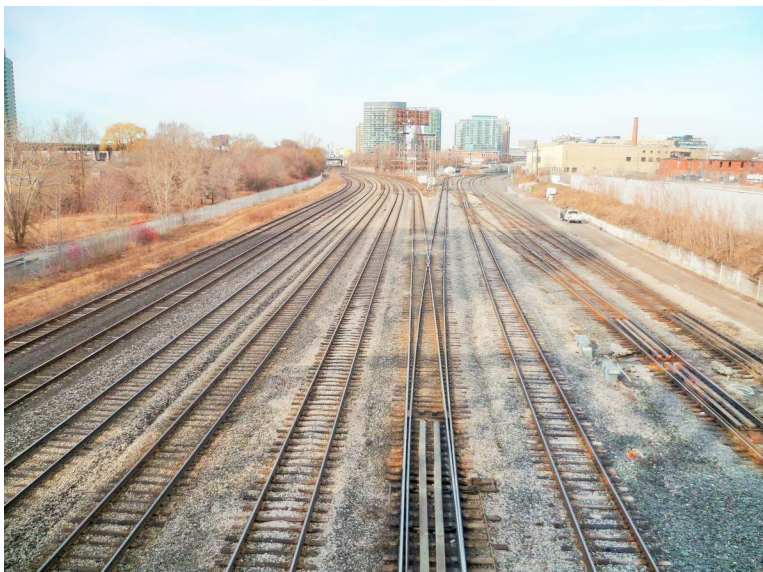
Alors qu'il est bon ton dans l'espace public de dévaloriser le baccalauréat par un argumentaire basé sur la rhétorique d'un baccalauréat « donné à tout le monde », la hausse du taux de réussite au baccalauréat ne traduit en rien une démocratisation.

En effet cette progression du taux de réussite au bac est surtout due à une hausse des diplômés dans les bacs professionnels.

Au final, en 2010, seulement 34% d'une génération dispose du baccalauréat général. En termes de répartition sociale, 3 enfants de cadres sur 4 vont être titulaires d'un bac général, contre 1 enfant d'ouvrier sur 3 (Peugny, 2013). Ceci sans prendre en compte les Grandes Écoles et les classes préparatoires aux... Grandes Écoles (la boucle est bouclée), les deux offres de formation les plus élitistes. On est loin d'un diplôme « offert à tout le monde ».

Dans une autre perspective, le discours du « nivellement par le bas » reste assez présent. Plutôt que de se réjouir de la réussite croissante aux examens des générations, les responsables politiques et universitaires semblent s'en inquiéter, une partie militant même pour l'instauration d'une sélection sur résultats à l'entrée à l'université, ce qui peut laisser perplexe quant à l'effet qu'aurait cette innovation sur les inégalités sociales dans l'enseignement supérieur.

Ainsi, le système éducatif s'inscrit dans un processus de sélection, mais également de répartition. L'Université est fréquentée par une majorité d'enfants issus de classes aisées, les filières professionnelles en grande partie par les enfants d'ouvriers ou d'employés.



Les filières restent très marquées socialement : Un parcours généraliste largement prisé par les enfants de classes aisées, une voie professionnelle à forte connotation populaire.

Une idée ancrée

Mais alors pourquoi ce mythe de la méritocratie est-il aussi tenace ? C'est là le principal tour de force de cette idéologie. Elle amène à une double intériorisation : un renforcement

de la croyance en la légitimité de sa position sociale pour les dominants, et une intériorisation de « l'échec » de la part des classes populaires et des exclus de la compétition scolaire et professionnelle. D'où le succès (surtout à droite de l'échiquier politique) de formules telles que « Travailler plus pour gagner plus » de la part d'un conférencier très bien payé.

Dans une enquête parue en 2013 initiée par l'Institut BVA, 80% des Français pensent qu'une société ne peut être juste que si elle récompense les individus en fonction de leur mérite. 75% estiment dans le même temps que la société française est injuste.

En dehors du contexte français, l'ouvrage «*Coming up short*» de Jennifer M Silva qui s'intéresse aux parcours de vie de jeunes Américain(e)s, montre bien cette intériorisation de la position sociale occupée chez les dominés : la plupart des personnes en difficulté financière et sociale ne blâme pas le système économique, les responsables politiques ou les injustices sociales, mais eux-mêmes.

Deux autres explications peuvent être retenues. D'abord d'un point de vue politique, les dominés ne sont tout simplement pas ou très peu représentés sur la scène institutionnelle et peuvent difficilement agir comme groupe d'intérêts unifié dans la grande compétition politique. Les responsables politiques peuvent avoir certes des divergences d'opinions, mais qu'ils soient de droite ou de gauche, ils restent finalement le produit d'un système qui les a récompensés.

Ensuite, dans sa thèse sur la méritocratie à l'école, Elise Tenret emprunte à la psychologie la théorie de l'erreur fondamentale d'attribution : *Les êtres humains tendraient plus souvent à recourir à des explications internes qu'externes pour expliquer les phénomènes qui les entourent* (Tenret, 2011). La responsabilité d'une action et d'un parcours plutôt qu'un facteur indépendant de l'individu en somme. Soit exactement l'idéologie méritocratique.

La déconstruction de la méritocratie mériterait encore quelques pages que le format de la chaire ne permet pas de proposer. Si cet article s'est surtout intéressé à la méritocratie dans la sphère éducative et professionnelle, d'autres thématiques sont bien entendu à prendre en compte. Ainsi, dans un système méritocratique pur, la couleur de peau ou le sexe ne devraient pas avoir d'influence. Or ces facteurs sont déterminants d'un point de vue politique et psychologique dans nos sociétés contemporaines.

On pourrait répondre qu'après tout, l'accès à une position sociale élevée n'est pas forcément un objectif. C'est vrai. Cependant, la grande majorité des individus aspire à des conditions de vie décentes. Et ceci passe par la déconstruction de tous les discours tentant de justifier des inégalités qui n'ont pas lieu d'être. Contrairement à ce que pensent les défenseurs de la méritocratie sous sa forme actuelle, égalité ne veut pas dire égalitarisme. La stratégie «égalité des chances» ne fonctionnant pas, il nous faut changer de paradigme et rénover le système éducatif afin de faire en sorte que les places distribuées dans la société ne dépendent plus de l'origine sociale, mais des aspirations de chacun.

L'inégalité est un choix. C'est un choix politique. Mais pas seulement. Il s'agit aussi d'impulser une prise de conscience collective.

Pour aller plus loin (liste loin d'être exhaustive)

Pierre Bourdieu, « *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps* », Les éditions de minuit, 1989

Marie Duru-Bellat, « *L'inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie* », Éditions du Seuil, 2006

Geoff Dench, « *The rise and rise of meritocracy* », Blackwell Publishing, 2006

Elise Tenret, « *L'école et la méritocratie. Représentations sociales et socialisation scolaire* », P.UF., 2011

François Dubet, « *Les places et les chances* », Éditions du Seuil, 2010

Camille Peugny, « *Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale* », Éditions du Seuil, 2013

Pour citer cet article :

Quentin Guatieri, « Les inégalités face à la méritocratie », Le blog de la *Chaire de recherche sur les inégalités sociales et parcours de vie*, mai 2016.

URL : <http://inegalitessociales.com/2016/05/03/les-inegalites-face-a-la-meritocratie/>

Publié dans inegalitessociales.com,

Le 03 mai 2016 © Chaire de recherche sur les inégalités sociales et parcours de vie.